

Petro-Canada pourrait s'élever à plus de 170 millions de dollars. Grand merci, pour votre générosité, contribuables canadiens!

Pourquoi les conservateurs font-ils une pareille chose? Ils prétendent, pour se justifier, que cette société a besoin de capitaux et qu'elle ne peut emprunter davantage. Ce qui nous amène forcément à nous poser la question suivante: Petro-Canada est-elle endettée au point de ne plus pouvoir emprunter? La réponse est non. À la fin de 1988, la dette totale de Petro-Canada s'élevait à 2 milliards de dollars, dont un milliard à long terme. Son capital social était d'environ 4 milliards.

En fait, la dette à long terme de Petro-Canada se compare avantageusement à celle d'autres compagnies connues, notamment TransCanada Pipelines Limitée, Amoco Canada Petroleum Company Limited, Columbia Gas System Incorporated, et l'une de mes favorites, Nova Corporation de l'Alberta, dont les dettes à long terme sont de 2,4, 4, 1,3 et 4,2 milliards de dollars respectivement. Ces chiffres figurent dans le rapport annuel de 1988.

Pour être plus précis, disons que le ratio d'endettement à long terme, qui est de 1 pour 4 chez Petro-Canada, est bien dans la moyenne pour le secteur industriel. À l'exception des filiales de multinationales établies depuis longtemps, comme Imperial Oil qui a un ratio de 1 pour 7, beaucoup d'entreprises ont des ratios comparables ou moins avantageux que celui de Petro-Canada. Canadian Oxidental Petroleum Limited a un ratio de 1 pour 3; Alberta Energy Company Limited, un ratio de 1 pour 1,2; Norcen Energy Resources, 1 pour 2,3; Total Petroleum North America Limited, 1 pour 1,8; et Pan-Canadian Petroleum Limited, 1 pour 3,5, mais elles restent actives dans le domaine. En fait, l'une des multinationales les plus anciennes et les mieux implantées au Canada, Shell Canada Limited, a un ratio d'endettement à long terme identique à celui de Petro-Canada.

Donc, je n'ai pas été surpris outre mesure lorsqu'en décembre dernier, l'entreprise d'évaluation réputée de New York, Moody's Investor Service Incorporated, a accordé à Petro-Canada une cote triple A pour ses nouveaux titres de créance totalisant environ 400 millions de dollars.

Comme le faisait remarquer le *Toronto Star* dans son article:

### *L'ajournement*

Une telle cote, un rien inférieure aux plus hautes attribuées au gouvernement fédéral pour ses titres de créance, témoigne d'une excellente position sur le marché de l'emprunt.

Je souligne, «excellente position sur le marché de l'emprunt». Il semble donc que Petro-Canada pourrait sans aucune difficulté s'endetter beaucoup plus qu'elle ne l'est en ce moment et quand même rester un acteur sain et vigoureux dans le domaine pétrolier canadien. En fait, la cote de Moody's démontre que la société pourrait emprunter plus en demeurant dans le secteur public qu'en passant au secteur privé en raison des coûts inférieurs de service que lui assure son statut de société d'État appuyée par le Trésor fédéral.

Et quel est l'autre aspect de la capitalisation? Qu'arrivera-t-il de tout l'argent que Petro-Canada peut empocher grâce à son importante émission d'actions? C'est regrettable, mais à moins que le gouvernement fédéral ne soit prêt à renoncer à l'argent en continuant simplement de réinvestir les profits de la vente d'actions dans Petro-Canada même, celle-ci ne retirera rien de cet argent. Je le répète, les contribuables canadiens possèdent environ 4 milliards de dollars d'actions de Petro-Canada. Si la société est vendue, les contribuables seront en droit de récupérer cette somme.

• (1805)

Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement parle déjà de rendre à la société le produit de la première émission d'actions, c'est-à-dire l'émission de 15 p. 100 des actions qui a rapporté en tout entre 500 et 700 millions de dollars. Le gouvernement aura vraisemblablement beaucoup de mal, sur le plan politique, à se montrer aussi généreux à l'avenir, surtout au moment où il réduit les programmes de soins de santé et d'éducation et les services sociaux pour poursuivre sa croisade fiscale.

Les marchés devront absorber la prochaine émission d'actions d'une valeur de 3 à 3,5 milliards de dollars, dont tout le produit reviendra au Trésor fédéral. Tout cela avant que Petro-Canada ne puisse empocher un sou.

Mettre Petro-Canada sur le marché, surtout au moment où la Compagnie pétrolière impériale Limitée veut à tout prix absorber Texaco Canada, semble bien la pire chose à faire quand on cherche à recueillir l'argent frais dont a tant besoin la société. Ce sera un processus lourd et forcément long qui nécessitera inévitablement des dépenses publiques. De toute façon, la société a encore amplement de jeu pour financer un peu plus sa dette.